

## Une guerre sur deux fronts : la rivalité et l'effondrement de l'Association des étudiants canadiens (AEC) et de la Fédération nationale des étudiants universitaires canadiens (FNEUC)

**Jeremy John Walling**

Université de Montréal

### RÉSUMÉ

Au début de la Deuxième Guerre mondiale, les étudiantes et étudiants universitaires canadiens sont partagés entre deux organisations rivales : l'Association des étudiants canadiens (AEC) et la Fédération nationale des étudiants universitaires canadiens (FNEUC). Dans l'espoir de mettre un terme à cette division, l'AEC et la FNEUC acceptent, à la fin de l'année 1939, de réunir leurs membres sous la bannière d'une nouvelle organisation, la Fédération des étudiants canadiens (FEC). Cette fusion n'a toutefois jamais lieu. Incapables de réconcilier leurs positions sur l'effort de guerre et plus spécifiquement la conscription, l'AEC et la FNEUC se livrent à une lutte fratricide qui se conclut par leur effondrement simultané à l'été 1940. Le présent article soutient que cet affrontement révèle l'existence d'importantes divisions idéologiques, identitaires et politiques au sein du mouvement étudiant de cette époque.

### ABSTRACT

At the outbreak of the Second World War, Canadian university students were divided between two rival organizations: the Canadian Student Assembly (CSA) and the National Federation of Canadian University Students (NFCUS). Hoping to end this division, the CSA and the NFCUS agreed, at the end of 1939, to unite their members under the banner of a new organization, the Canadian Student Federation (CSF). However, this merger never took place. Unable to reconcile their positions on the war effort and more specifically conscription, the CSA and the NFCUS engaged in a fratricidal struggle that ended with their simultaneous collapse in the summer of 1940. This article argues that this confrontation reveals the existence of significant ideological, identity, and political divisions within the student movement of that era.

À la fin du mois de décembre 1939, des dizaines de délégations étudiantes de partout au Canada convergent vers le Québec. Certaines prennent la direction de McGill afin de participer à la rencontre de la Fédération nationale des étudiants universitaires canadiens (FNEUC). Les autres rejoignent le campus du Collège Macdonald, situé

à Sainte-Anne-de-Bellevue, où se déroule le congrès de l'Association des étudiants canadiens (AEC). Éloignés physiquement et idéologiquement, ces deux sommets s'achèvent sur une prise de décision commune : celle de l'étonnante fusion entre une FNEUC plutôt conservatrice et une AEC bien campée à gauche au sein d'une nouvelle Fédération des étudiants canadiens (FEC). Accueilli avec enthousiasme, ce projet d'unité est pourtant rapidement consigné à l'oubli. Quelques mois plus tard, l'AEC et la FNEUC mettent un terme à leurs activités et disparaissent de la scène étudiante.

Comment expliquer l'abandon de la FEC et la disparition soudaine de l'AEC et de la FNEUC? Selon Paul Axelrod, la désintégration de l'AEC s'explique par un désaccord interne sur la conscription. Lors du congrès de Noël 1939, l'organisation s'oppose préventivement à la conscription et annonce son intention de faire circuler un questionnaire sur cette question au sein des campus canadiens. Jugeant cette initiative « anti-britannique » et « anti-guerre », certains des délégués et déléguées condamnent publiquement l'AEC. Le scandale qui s'ensuit provoque la sécession de plusieurs universités et la mort de l'organisation<sup>1</sup>. Quant à la FNEUC, aucune analyse historique d'envergure n'explore les causes de son effondrement quoique certains textes écrits par l'organisation laissent croire qu'elle a également souffert de luttes intestines sur la question de la conscription<sup>2</sup>. D'autres documents produits à la suite de la guerre soutiennent plutôt que la FNEUC a volontairement mis ses activités sur pause jusqu'à la fin du conflit et les a simplement reprises une fois la paix revenue<sup>3</sup>. Dans un cas comme dans l'autre, il est possible de croire que la FNEUC, tout comme l'AEC, est une victime collatérale de la Deuxième Guerre mondiale.

Bien qu'elle résiste à l'épreuve des faits, cette réponse demeure insatisfaisante. Elle n'explique pas l'incapacité des membres de l'AEC et de la FNEUC à coordonner leurs discours sur la conscription. Replacé dans un contexte historique plus large, cet échec est curieux, puisqu'il précède de deux ans la seconde crise de la conscription et survient à un moment où la population et le gouvernement canadien privilégient un effort de guerre limité et volontaire. Ce n'est qu'à la suite de la chute de la France (été 1940) que les Canadiens et Canadiennes sont contraints de réviser leur position sur le sujet<sup>4</sup>. Le présent article soutient que l'effondrement de l'AEC et de la FNEUC révèle l'existence d'importantes divisions idéologiques, identitaires et politiques au sein du mouvement étudiant de cette époque.

Cette hypothèse nous conduit à croiser différents plans d'analyse : les contextes nationaux (québécois et canadien), le fonctionnement interne des deux groupes et l'émergence d'une identité étudiante plus assumée. Dans un premier temps, nous replaçons notre sujet d'étude au sein d'un phénomène historique plus large : la fragmentation du mouvement étudiant pour la paix à la fin des années 30. Nous démontrons de ce fait que le conflit opposant l'AEC et la FNEUC ne constitue pas un cas isolé. Au contraire, il reflète l'absence d'un réel consensus, à l'échelle étudiante, quant à la potentielle participation du Canada à une guerre extraterritoriale. Dans un second temps, nous retraçons les origines de la FNEUC et de l'AEC ainsi que leur brève tentative de coordination avant de rediriger notre attention sur les événements qui ont mené à leur effondrement simultané à la suite de leurs congrès de 1939. Nous décorquons ensuite leurs postures vis-à-vis de l'effort de guerre canadien et démontrons

comment les divergences d'opinion sur cette question sensible conduisent à l'abandon de la FEC ainsi qu'à l'éclatement de l'AEC et de la FNEUC. Finalement, nous étudions la réémergence de la FNEUC à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, prélude d'une affirmation plus forte et autonome de l'identité étudiante.

Nos travaux reposent sur l'analyse de deux principales collections archivistiques : les fonds de la FNEUC et les rapports de la Gendarmerie royale du Canada sur l'AEC. Conservées à l'Université McMaster, les archives de la FNEUC contiennent d'innombrables documents, rapports, communiqués et pièces de correspondances produits par la Fédération au cours de son histoire, incluant sa disparition en 1940 et sa résurrection à la fin du conflit. L'AEC ne possédant pas de fonds d'archives qui lui soit propre, nous étudions sa chute par l'entremise de rapports produits par la Gendarmerie royale du Canada et conservés par le Service canadien du renseignement de sécurité. Ces rapports incluent divers documents produits par l'AEC, des articles de journaux décrivant ses activités ainsi que plusieurs pièces de correspondance entre différents membres de la Gendarmerie royale chargés de surveiller les activités de l'AEC<sup>5</sup>. Les documents tirés de ces deux fonds retracent efficacement les débats et événements qui ont conduit à la chute de leur organisation respective. Néanmoins, certaines lacunes inhérentes à l'usage de ces sources doivent être prises en considération. Les archives de la FNEUC reflètent principalement la perspective des quelques hommes qui sont alors à sa tête. Similairement, les articles de presse et les documents collectés par la GRC privilégient les positions officielles de l'AEC et n'offrent que peu d'informations quant aux points de vue et préoccupations des étudiants qui soutiennent ou rejettent cette organisation pancanadienne. Afin de combler ces lacunes, nous utilisons une large variété de journaux étudiants, qui mettent de l'avant les particularités et perspectives des différents campus impliqués dans la chute de l'AEC et de la FNEUC<sup>6</sup>.

En explorant l'histoire de ces deux organisations étudiantes nationales ainsi que leurs réponses à l'entrée en guerre du Canada, notre étude offre une contribution originale à l'historiographie des mouvements étudiants canadiens. À ce jour, seul un nombre restreint d'études académiques se sont intéressées aux organisations étudiantes de cette époque et les impacts de la Deuxième Guerre mondiale sur la communauté étudiante demeurent méconnus<sup>7</sup>. Les historiennes et historiens canadiens ont longtemps privilégié la période postérieure aux années 1950, confinant celles qui précèdent à ce que le mouvement étudiant des années 1960 appellera une grande noirceur étudiante caractérisée par le repli sur soi, le désengagement social et la fête<sup>8</sup>. Malgré sa persistance, le mythe d'une jeunesse apolitique a été remis en question par un nombre grandissant d'auteurs et d'autrices qui arguent que la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle n'est pas étrangère au militantisme étudiant<sup>9</sup>.

La lutte fratricide entre l'AEC et la FNEUC sur la question de l'effort de guerre canadien démontre que la paix et la guerre constituent alors des thèmes particulièrement sensibles pour la jeunesse canadienne, capables de mobiliser et de diviser ses membres à l'échelle de la nation. Simultanément, la rivalité entre l'AEC et la FNEUC exemplifie la complexité du mouvement étudiant canadien des années 30 et 40. Divisées sur des lignes ethnolinguistiques et idéologiques, ces deux organisations sont

incapables de s'unir autour d'une lutte commune, mais leurs efforts sont conséquents et illustrent l'indéniable ambition et vigueur de la classe étudiante. Confrontées aux horreurs d'une nouvelle Grande Guerre, l'AEC et la FNEUC ne sont pas demeurées inactives ou silencieuses. Elles ont mobilisé leurs ressources, délimité leurs positions et défendu les convictions de leurs membres sur la place publique.

### **Le mouvement étudiant de l'entre-deux-guerres : une vision fracturée de la guerre et de la paix**

Pour comprendre pourquoi l'AEC et la FNEUC sont incapables d'harmoniser leurs réponses à la Deuxième Guerre mondiale, il est nécessaire d'étudier le mouvement étudiant canadien de l'entre-deux-guerres. Comme le démontrent Karine Hébert et Paul Axelrod, dans leurs ouvrages respectifs, la communauté étudiante canadienne demeure relativement désorganisée et fragmentée durant cette période. Bien que les ravages économiques inhérents à la Grande Dépression suscitent une certaine remise en question du statu quo par les universitaires, ces critiques ne stimulent pas le développement d'une rhétorique étudiante commune et ne donnent que rarement lieu à des actions politiques ou sociales concertées<sup>10</sup>. Selon Axelrod, la relative faiblesse du mouvement étudiant canadien s'explique par une variété de facteurs concomitants : l'appartenance de la majorité des étudiants à la classe moyenne, alors préservée des pires effets de la crise économique, le relatif désintéret de ces mêmes étudiants pour les enjeux politiques qui dépassent les limites de leurs campus, la persistance d'une étroite relation entre l'éducation supérieure et le christianisme et la pression modératrice exercée par les autorités universitaires<sup>11</sup>. Les recherches de Karine Hébert soulignent, quant à elles, l'absence d'une identité commune, l'historienne soutenant que les différences culturelles, nationales, religieuses et idéologiques qui caractérisent alors la communauté étudiante empêchent ses membres de coordonner efficacement leurs actions<sup>12</sup>. Ces conclusions sont également soutenues par les travaux de Steve Hewitt. Commentant les activités de surveillance de la Gendarmerie royale canadienne en milieu universitaire lors des années 20 et 30, Hewitt constate que les mouvements radicaux n'exercent qu'une influence réduite sur la population étudiante et que celle-ci demeure relativement apolitique durant cette période<sup>13</sup>.

En dépit de l'apparente faiblesse de l'activisme étudiant canadien, l'historiographie identifie le mouvement pour la paix comme l'un des rares enjeux aptes à unifier les campus dans le cadre d'une lutte commune<sup>14</sup>. Comme l'avance Axelrod :

One external concern—the fear of world war did touch the souls of otherwise politically quiescent students of the 1930s. While students quietly endured a Depression economy, hoping to use their education as an instrument of survival, the prospect of renewed war evoked active concern because it brought the very ability to survive into question. Students were not obsessed with the issue on a daily basis, but it occupied a permanent place in the recess of their minds, and even before 1939 it was periodically pushed to the forefront by activists in the student movement<sup>15</sup>.

Souhaitant prévenir l'avènement d'un nouveau conflit, plusieurs groupes étudiants pacifistes ou affiliés à la gauche canadienne lancent leurs propres initiatives anti-guerres. À la fin des années 1920, différentes branches du Student Christian Movement organisent des campagnes locales contre le Corps-école des officiers canadiens (CEOC)<sup>16</sup>, arguant que cet organisme consacré à la formation militaire des étudiants universitaires promeut le développement d'un esprit belliciste. En 1932, ce même groupe collecte les signatures de 10 000 étudiants pour une pétition en faveur du désarmement<sup>17</sup>. Quatre années plus tard, la branche québécoise du Canadian Student Peace Mouvement organise sa propre pétition par l'entremise de laquelle elle demande au gouvernement canadien de confirmer son opposition à toute future imposition de la conscription et d'affirmer son indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne quant à la question d'une potentielle entrée en guerre. En 1938, les étudiants de l'Université Laval organisent une manifestation publique contre la participation du Canada à une guerre extraterritoriale<sup>18</sup>. Tenue le 5 novembre, cette initiative voit approximativement 1 500 étudiants québécois, principalement francophones, prendre d'assaut les rues de Québec afin d'exprimer publiquement leur refus de participer à une nouvelle guerre<sup>19</sup>. Hors normes pour cette période, ces actions démontrent que la crainte d'un conflit mondial constitue alors un important point de ralliement pour les étudiants canadiens.

Cependant, il doit être noté que l'opposition étudiante à la guerre ne repose pas sur une base idéologique commune. Elle réunit, sous une même bannière, les partisans de la sécurité collective, les antifascistes, les pacifistes et les isolationnistes<sup>20</sup>. Cette absence de consensus quant à la nature du mouvement ouvre la porte à d'incessantes luttes internes. Comme le soutient l'historien A. B. McKillop : « Concerned students and staff, not quite certain whether they were spearheading a movement against war or in favour of peace, found it easier to be critical than constructive. Meetings of anti-war supporters were plagued with sectarian squabbling over assumptions, definitions, and terminology »<sup>21</sup>.

Cette absence de cohésion est exacerbée par l'existence d'importantes divisions ethnolinguistiques à l'intérieur de la communauté étudiante. Durant la période de l'entre-deux-guerres, les étudiants canadiens-français et canadiens-anglais se retrouvent à couteaux tirés sur une variété d'enjeux tels que le communisme, la liberté d'expression et le fascisme. Alors que la majorité de leurs homologues anglophones condamnent l'imposition de la Loi du cadenas et soutiennent le camp républicain lors de la guerre d'Espagne, les étudiants francophones défendent la répression de la « propagande » communiste et appuient pleinement la cause franquiste<sup>22</sup>. Cette divergence d'opinions se reflète également dans la participation des campus francophones au mouvement étudiant pour la paix. Rejetant la participation du Canada à une guerre extraterritoriale par l'entremise d'une rhétorique anti-impérialiste, nationaliste et isolationniste, les étudiants canadiens-français n'accordent que peu d'intérêt aux initiatives pacifistes anglophones et structurent séparément leur opposition au conflit<sup>23</sup>. La fondation, au mois de février 1938, du Bloc universitaire, une organisation chargée de représenter uniquement les intérêts des étudiants et étudiantes des trois campus francophones, l'Université Laval, l'Université de Montréal et l'Université

d'Ottawa<sup>24</sup>, exemplifie cette segmentation. C'est bien au nom de la classe étudiante canadienne-française que le Bloc universitaire prend officiellement position en faveur de la neutralité canadienne, lors de ses assises du 15 et 16 avril 1939 :

considérant, à la suite de Lord Tweedsmuir<sup>25</sup>, que le « premier devoir de loyauté d'un Canadien est envers le Canada »;

considérant que la participation canadienne à une guerre extraterritoriale signifierait inévitablement la ruine économique du Canada;

considérant que la participation canadienne à une guerre extraterritoriale priverait le Canada d'une partie importante de son capital humain;

considérant que la participation canadienne à une guerre extraterritoriale constitue un danger grave pour l'unité et l'union canadienne;

NOUS DEMANDONS AU PARLEMENT CANADIEN

de déclarer par un texte explicite de loi le droit du Canada à la neutralité;

2— de se déclarer actuellement opposé à toute participation active du Canada à une guerre extraterritoriale<sup>26</sup>

L'opposition catégorique des étudiants canadiens-français à une participation du Canada à un conflit extraterritorial survit au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. Lors des secondes assises du Bloc universitaire, tenues les 11 et 12 novembre 1939, les délégués étudiants canadiens-français déclarent :

1— Qu'ils acceptent le fait actuel de l'état de guerre uniquement en tant que mesure législative, légalement adoptée par le gouvernement du Canada.

2— Que, par contre, ils s'opposent très énergiquement à tout développement des mesures de guerre actuellement adoptées, développement qui rendrait plus onéreuse notre participation à la guerre.

3— Qu'ils considèrent, en outre, que tout développement dans le sens ci-haut mentionné compromettra irrémédiablement tout effort tendant à réaliser l'unité canadienne<sup>27</sup>.

Une telle réponse à l'entrée en guerre du Canada s'inscrit à contre-courant du ralliement patriotique qui submerge alors les campus canadiens-anglais. Dès le commencement des hostilités, ces derniers abandonnent leurs précédentes objections à la participation du Canada à un nouveau conflit et soutiennent volontairement l'effort de guerre<sup>28</sup>. Ce changement d'attitude se reflète clairement dans la rhétorique adoptée par les journaux étudiants anglophones. Dans son premier numéro sur le conflit, publié le 28 septembre 1939, *The Varsity* (Université de Toronto) affirme que les universitaires ont un rôle à jouer à l'intérieur de l'effort de guerre et qu'il est de la responsabilité de chacun de déterminer la forme et la nature de leur apport à la défense des idéaux démocratiques :

It is our duty during this crisis to prevent this Dominion from approaching a Dark Age. It will be difficult.

And at the same time we must prepare ourselves for active participation in a struggle which may last even longer than the war commentators suggest. Calmly we must survey the situation and decide what part we are best fitted to play in the scheme of national defence.

[...]

Let it never be said that we as Canadians, and especially as students of the University of Toronto, did not do more than our share to preserve for all time the enlightened way of life, which we may have been prone to take too much for granted in the past, democracy<sup>29</sup>.

Le 2 octobre, *The Gateway* (Université de l'Alberta) adopte une rhétorique similaire et invite les étudiants à répondre à l'appel du devoir et de l'Empire :

But may the Empire be grateful to Providence that in this hour its youth, if perhaps dismayed, even startled at the magnanimity of this historical event in which they will have to play their part, are not afraid.

The students of this University stand ready to answer their country's call if such a step becomes necessary.

[...]

In the hour of need, disillusioned but fearless, grim, they are prepared to support unconditionally the nation and the Empire which assure them the freedom they demand in the happy days which will come when the present cataclysm is a repugnant memory in international relations<sup>30</sup>.

Le 7 octobre, *l'Argosy Weekly* (Université de Mount Allison) proclame officiellement son soutien pour l'entrée en guerre du Canada contre l'Allemagne nazie, présentant le conflit comme une guerre juste conduite au nom de la liberté et de la démocratie :

With the beginning of the new college year we, the youth of to-day [*sic*], find ourselves confronted with a war to preserve all that is free, honest, and decent in the world.

[...]

We are engaged in a great struggle to preserve that system of law and order, truth and justice, freedom of conscience and religious ideals, for which our forefathers have fought and died, and the people of the world will find us

just as determined to hand on to the next generation these ideals in order that democracy may forever be the right of those who dwell underneath the British flag<sup>31</sup>.

Loin de se limiter à la simple rhétorique, cette nouvelle ferveur patriotique s'accompagne d'actions concrètes. D'un océan à l'autre, des milliers d'étudiants anglophones s'enrôlent volontairement dans le Corps-école des officiers canadiens et poursuivent un programme d'entraînement militaire par l'entremise duquel ils peuvent se qualifier pour une commission d'officier dans les forces armées canadiennes<sup>32</sup>. Cette importante mobilisation en faveur de l'effort de guerre confirme la conclusion avancée par Catherine Gidney dans le cadre de ses recherches sur le Student Christian Movement : « During the 1930s, peace activity generally had the support of students on campus. With the arrival of war, however, most students would come to see it as their duty to serve their country »<sup>33</sup>. Bref, le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale se traduit par une rapide fragmentation du mouvement étudiant pour la paix et révèle au grand jour les nombreuses divisions qui accablent la communauté étudiante. Alors que les étudiants canadiens-français expriment ouvertement leur opposition continue à toute participation canadienne à un conflit extraterritorial, la majorité des campus anglophones acceptent promptement l'entrée en guerre du Canada et se rallient derrière le gouvernement et les forces armées.

### La FNEUC et l'AEC

Les origines de la FNEUC remontent à la première Conférence impériale des étudiants (*Imperial Conference of Students*) tenue en Angleterre en 1924. Lors de cette rencontre, des représentantes et représentants étudiants issus de la Grande-Bretagne et de ses dominions se rencontrent afin de mettre sur pied un système d'organisations étudiantes ayant comme mission de renforcer les liens impériaux. Cherchant à faire de cette vision impériale une réalité, les dirigeants de quelques conseils étudiants canadiens se réunissent à Montréal, lors des vacances de Noël 1926, pour former l'organisation qui devient officiellement la FNEUC en 1927<sup>34</sup>. Structurellement, la FNEUC demeure, de sa fondation à son effondrement en 1940, sous le contrôle d'un nombre restreint d'individus issus de l'élite étudiante. Son principal organe décisionnel est un conseil exécutif formé de délégués nommés par les conseils étudiants membres de l'organisation. Celui-ci ne se rencontre qu'une fois par année et confie la majorité des décisions quotidiennes à la discrétion du secrétaire-trésorier<sup>35</sup>. En 1939, le secrétariat permanent de la FNEUC est situé à Toronto<sup>36</sup> et dix-sept universités en sont membres : cinq campus du Québec, cinq de l'Ontario, trois des Maritimes et quatre de l'Ouest<sup>37</sup>.

D'un point de vue idéologique et politique, la FNEUC est, lors de cette période, une organisation conformiste imbibée de la culture impériale canado-britannique. Alignée sur les autorités universitaires et l'élite politique, avec lesquelles elle entretient de bonnes relations, la Fédération s'abstient généralement de prendre part aux luttes politiques<sup>38</sup>. Lors de la Grande Dépression, alors qu'un nombre croissant de groupes

étudiants militent pour la paix et diverses réformes sociales, la FNEUC demeure silencieuse et évite toute controverse<sup>39</sup>. L'organisation voue plutôt son énergie au développement de diverses initiatives interuniversitaires, telles que l'organisation de débats, de tournées oratoires, d'échanges étudiants et la création de la Presse universitaire canadienne, appelée à jouer un grand rôle dans l'émergence du journalisme étudiant<sup>40</sup>.

Pour un peu plus d'une décennie, la FNEUC demeure la seule entité chargée de représenter l'ensemble des étudiantes et étudiants universitaires canadiens sur la scène nationale. Cela change en 1937, lors d'une conférence organisée par le Student Christian Movement et le Canadian Youth Congress. Originellement convoquée afin de permettre aux leaders étudiants d'échanger sur une large variété de questions, cette conférence se solde par la création de l'Association des étudiants canadiens (AEC)<sup>41</sup>. D'un point de vue structurel, cette nouvelle organisation adopte un modèle plus décentralisé que sa rivale. Chaque université membre possède un conseil local formé de représentantes et représentants issus de différentes organisations étudiantes actives sur son campus. Ces conseils coordonnent leurs efforts par l'entremise d'une direction établie à Montréal et d'un secrétaire national qui occupe le rôle d'agent de liaison. Chaque année, les conseils locaux élisent des représentants et représentantes qui se réunissent avec l'exécutif dans le cadre d'un comité national de coordination chargé de composer le programme de l'AEC. Le programme en question est adopté lors d'un congrès tenu une fois tous les deux ans et réunissant le comité de coordination ainsi que des députés et députées des différentes universités membres<sup>42</sup>. Lors du congrès de 1939, pas moins de 150 délégués et déléguées issus de 21 établissements d'enseignement supérieur canadiens se rencontrent à Sainte-Anne-de-Bellevue : 54 du Québec, 54 de l'Ontario, 25 de l'Ouest et 17 des Maritimes<sup>43</sup>.

Tout au long de sa brève existence, l'AEC est politiquement active et contestataire. Se réclamant de la gauche, elle lutte contre le militarisme et fait campagne en faveur de diverses causes sociales, telles qu'une plus grande collaboration entre Canadiens anglais et Canadiens français, un meilleur accès à l'éducation et une intervention bonifiée de l'État au sein de l'économie et de la société<sup>44</sup>. La principale manifestation de cet activisme est la mise sur pied d'une importante campagne, en 1939, visant à convaincre le gouvernement fédéral d'augmenter les montants investis dans les bourses d'études. Cette lutte atteint son paroxysme le 6 mars 1939 lorsque six membres de l'AEC rencontrent le ministre du Travail et obtiennent de ce dernier un investissement de 225 000 \$ en bourses<sup>45</sup>. Ainsi, l'AEC, par sa nature décentralisée et militante, est en tout point opposée à une FNEUC centralisée et conformiste. Notre article émet l'hypothèse que ces discordances structurelles et idéologiques expliquent, en partie, l'incapacité de ces deux organisations d'harmoniser leur réponse à l'entrée en guerre du Canada.

### **Une potentielle fusion**

Malgré leurs importantes différences, les deux organisations possèdent des desseins semblables, celui de représenter les intérêts de l'ensemble des étudiantes et étudiants

universitaires canadiens. Ralliés autour de cet intérêt commun, la FNEUC invite officiellement l'AEC à envoyer une délégation à son congrès de décembre 1939 afin de discuter de différentes méthodes de coordination et de coopération<sup>46</sup>. Toutefois, il devient rapidement apparent aux yeux de la FNEUC que la croissance de l'AEC constitue un réel danger pour sa survie et qu'une coopération accrue ne justifie pas les coûts inhérents au maintien de deux organisations étudiantes pancanadiennes.

Dans une lettre datée du 17 novembre 1939, Edgar T. Tweedie, président du conseil étudiant de Mount Allison et délégué de la FNEUC, offre un rapport des plus inquiétant au secrétaire général de la Fédération, E. A. Macdonald :

This year there is a great deal of agitation on our Campus from those who think that it is absolutely futile to support two national organizations, each working independent of the other, with apparently the same broad aims in view. We have received adequate information from the C.S.A. [AEC] this year explaining its origins, setup, and aims. We understand fully what the C.S.A. has done and what it intends to do. I am sorry to say that this Campus as a whole does not understand thoroughly the organization and constructive plans of the NFCUS [FNEUC]<sup>47</sup>.

Dans les jours qui suivent l'envoi de cette lettre, l'ascendance de l'AEC sur la FNEUC au sein du campus de Mount Allison prend une forme manifeste : les étudiants et étudiantes délaissent le congrès annuel de la Fédération au profit de celui organisé par leur rivale à Sainte-Anne-de-Bellevue. Commentant la situation par l'entremise d'un article publié le 25 novembre, le journal étudiant de Mount Allison confirme la frustration croissante du campus quant à l'apparente redondance de l'AEC et de la FNEUC ainsi que les coûts financiers qui lui sont associés : « The smaller universities will soon reach, or have reached, the point where they feel that they cannot continue to support both organizations in a half-way manner. They must of necessity make a choice between the two, and give their wholehearted support to that organization which they feel is best suited to their needs »<sup>48</sup>.

Ce revers n'est pas le seul encaissé par la FNEUC au mois de novembre 1939, puisque les étudiants et étudiantes de l'Université Western Ontario annoncent également leur intention de privilégier le congrès de l'AEC. Par crainte d'essuyer d'autres pertes, l'exécutif de la FNEUC sélectionne McGill comme nouveau site de son congrès de Noël. Cette université étant située à proximité du Collège Macdonald, les campus favorables à l'AEC ont ainsi la possibilité d'envoyer des délégués aux deux congrès à moindre coût<sup>49</sup>.

Loin d'être sortie d'affaire, la FNEUC reçoit le 11 décembre 1939 une nouvelle lettre au contenu alarmant. Composée par le président du conseil étudiant de l'Université d'Ottawa, Louis-Charles Hurtubise, cette pièce de correspondance informe le secrétaire-trésorier de la FNEUC que les étudiants et étudiantes de l'Université d'Ottawa ne paieront leur cotisation que « lorsqu'on en sera venu à une décision satisfaisante sur les relations entre la FNEUC et l'AEC »<sup>50</sup>. Affirmant qu'il est crucial de trouver une solution « au problème réel que pose l'existence de deux fédérations

nationales d'Étudiants »<sup>51</sup>, il résume la situation de la manière suivante :

Quant au problème actuel entre l'A.E.C. et la Fédération, il nous semble assez simple au fond. La Fédération a sommeillé, et l'A.E.C. a voulu mettre en œuvre ce que l'autre se refusait à faire. Aujourd'hui la Fédération s'éveille, et alors, il reste à savoir laquelle survivra. Plusieurs ici, comme nous, penchent vers la Fédération qui a une plus longue histoire. Mais d'autres, plus nombreux, voient avec un vif plaisir l'enthousiasme avec lequel l'A.E.C. procède<sup>52</sup>.

En d'autres mots, la montée de l'AEC, plus jeune et combative, remet en question la raison d'être de la FNEUC, qui se retrouve alors obligée d'établir des ponts avec sa rivale.

C'est dans ce contexte que l'on en vient à discuter d'un projet de fusion des deux organisations au sein d'une Fédération des étudiants canadiens (FEC). Bien qu'il soit difficile de reconstituer les débats sur la création de cette nouvelle entité, les quelques sources produites à la suite des congrès démontrent que les deux partis désirent mener ce projet à terme. Le rapport officiel du congrès de l'AEC détermine les grands axes décisionnels de la FEC et soutient que les filiales locales de l'AEC et de la FNEUC seront remplacées par celles de cette nouvelle organisation « en incorporant les avantages de chaque association »<sup>53</sup>. Une lettre écrite le 23 janvier 1940 par le nouveau président de la FNEUC, Sydney Hermant, indique, quant à elle que, malgré certains problèmes techniques, le projet de fusion est soutenu par l'ensemble des partis impliqués et qu'il devrait aboutir avant la fin de l'année scolaire<sup>54</sup>. Rien n'indique alors que la FEC, tout comme ses organisations parentes, est condamnée à mourir dans l'œuf. Pourtant, l'arrêt de mort de l'ensemble de ces entités est également signé lors des congrès de Noël 1939, lorsque l'AEC et la FNEUC proposent deux visions distinctes de l'effort de guerre canadien.

### **Entre la collaboration et la critique**

Dans une large mesure, la réponse de la FNEUC à l'entrée en guerre est modelée par les quelques individus qui siègent à son conseil exécutif. En raison de la dimension centralisatrice de l'organisation, ceux-ci sont initialement libres d'imposer leur propre plan d'action sans réelle opposition. Profitant de cette liberté, ils adoptent, le 23 septembre 1939, la résolution suivante : « That the Federation offer its services and all its facilities to the Dominion government, in order that these services may be utilized to the fullest extent in the national war effort, and that the President be authorized to communicate with the competent authorities to implement this offer »<sup>55</sup>.

Le gouvernement canadien répond à la résolution de la FNEUC par l'entremise d'une lettre datée du 7 octobre 1939. Dans celle-ci, le colonel Clyde R. Scott remercie, au nom du ministre de la Défense, la Fédération pour son initiative, mais démontre un intérêt relativement restreint quant à la potentielle contribution de l'organisation à l'effort de guerre canadien. Identifiant les Corps-écoles d'officiers

canadiens comme la principale contribution militaire des universités, le colonel émet une unique demande à l'endroit de la FNEUC :

Your Federation can probably best help at the present time by distributing through the medium of your publications, information as to how the various contingents are operating. For example [*sic*] the knowledge of the steps taken by McGill to form a War Service Advisory Board to advise and help students and especially those of the C.O.T.C. [CEOC], might well be emulated in other universities once its purpose and scope are known and appreciated<sup>56</sup>.

La réponse de l'exécutif de la FNEUC à cette modeste demande est rapide. Le 11 octobre, soit quatre jours après l'envoi de la missive du colonel Scott, le président de la FNEUC, John H. Macdonald, rédige une nouvelle lettre afin d'informer celui-ci que ses recommandations seront suivies et d'exprimer son désir d'en faire plus pour l'effort de guerre et le gouvernement : « If the Department of National Defence has any further occasion to call upon our services[,] we will be only too glad to comply with your requests »<sup>57</sup>.

Au congrès de 1939, tenu quatre mois après l'entrée en guerre du Canada, la décision du conseil exécutif de mettre les ressources de la FNEUC au service de l'effort de guerre est validée. Un *National Emergency Committee* est formé afin de venir en aide aux étudiants intéressés par le service militaire et de soutenir la réintégration de ces mêmes étudiants à la fin du conflit. La formation d'un nouveau comité permanent qui travaillera de concert avec le département de la Défense est également proposée. D'autres projets, tels que la création d'un fonds consacré à l'achat de biens pour les étudiants servant dans les forces armées (ex. : achat de cigarettes) et la formation de bureaux d'emplois au retour de la paix, sont développés<sup>58</sup>. Bref, la FNEUC choisit de soutenir pleinement le gouvernement ainsi que l'effort de guerre canadien.

Lors de son congrès, l'AEC adopte un ton beaucoup plus critique que sa rivale envers l'effort de guerre. Certains délégués et déléguées cherchent à distinguer les intérêts de l'Empire britannique de ceux de la nation canadienne. Le rapport officiel du congrès précise que les discussions sur la politique étrangère conduisent les participants et participantes à adopter les positions suivantes :

Attendu que le Canada est partie égale et autonome du Commonwealth des Nations Britanniques.

Attendu que le Canada a le droit de poursuivre une politique étrangère dictée par ses propres intérêts de indépendante [*sic*] de celle de la Grande-Bretagne.

Attendu que le Canada n'a pas pris plein avantage de cette situation par le passé.

Nous nous déclarons favorables à une politique étrangère indépendante et compatible avec la position juridiquement autonome du Canada dans le Commonwealth des Nations Britanniques<sup>59</sup>.

À première vue inoffensive, une telle affirmation de l'indépendance du Canada sur la scène internationale prend un tout autre sens quelques paragraphes plus loin, lorsque le rapport affirme que :

De nombreux délégués émirent l'opinion qu'en dépit de tous les motifs allégués, la guerre actuelle n'est réellement qu'une autre phase de l'éternelle lutte pour la balance du pouvoir en Europe, sans aucun intérêt direct pour le Canada.

Il était évident qu'un fort groupe de la commission ne favorisait pas une participation illimitée du Canada à la guerre, ne croyant pas que ses intérêts primordiaux puissent être servis par une participation totale. Un autre élément réitéra sa décision d'approuver le gouvernement en tout et partout<sup>60</sup>.

Ainsi, il est possible d'observer que plusieurs délégués et déléguées de l'AEC manifestent certaines réticences quant à la participation du Canada au conflit quoique cette majorité est contestée par un segment favorable au gouvernement. Si l'on en croit le rapport, cette divergence d'opinions vis-à-vis de la guerre respecte les divisions géographiques et ethnolinguistiques présentes au sein de cette assemblée : les étudiants et étudiantes de l'Ouest sont relativement désintéressés par le conflit, les délégués et déléguées des Maritimes et la majorité de leurs camarades de l'Ontario soutiennent l'effort de guerre, tandis que les étudiantes et étudiants canadiens-français militent farouchement pour une contribution canadienne limitée<sup>61</sup>.

L'un des grands enjeux du congrès de l'AEC est la potentielle imposition de la conscription. Les discussions se concluent par un vote en séance plénière et l'adoption, à 81 contre 27, de la motion suivante : « Cette commission se déclare opposée à la conscription pour la durée de la guerre ainsi qu'à toute compromission militaire qui lui paverait la voie ». Le rapport justifie cette opposition par trois principaux arguments : « la liberté de choix est à la base de la démocratie », « une politique de conscription est contraire aux sentiments d'une importante partie de la population » et le « gouvernement actuel a préconisé une politique de guerre qui exclut actuellement la conscription et ne l'envisage pas »<sup>62</sup>. L'assemblée se résout également à faire circuler de la documentation sur la conscription, à encourager les initiatives locales sur ce sujet et à distribuer, de concert avec le Congrès de la jeunesse canadienne et le Bloc universitaire, un questionnaire sur la conscription<sup>63</sup>. Sans grande surprise, cette question divise également les membres sur des bases ethnolinguistiques et géographiques : « dans l'Ouest canadien, un grand nombre d'étudiants s'opposent à la conscription; dans l'Ontario, le nombre des opposants est plus restreint mais aussi plus actif; dans les Maritimes, il y a peu de résistance; tandis que le Canada-français s'élève en bloc contre la conscription »<sup>64</sup>.

Dans une large mesure, les positions adoptées par l'AEC sur la guerre reflètent celles que privilégie alors le gouvernement canadien : un effort de guerre limité et un enrôlement militaire purement volontaire<sup>65</sup>. Cependant, la rhétorique utilisée est foncièrement distincte. En affirmant que le Canada doit faire valoir ses propres intérêts

sur la scène internationale et en présentant le conflit comme « une autre phase de l'éternelle lutte pour la balance du pouvoir en Europe », l'organisation adopte un discours isolationniste et anti-impérialiste au moment même où les liens entre le Canada et l'Empire britannique se renforcent. Similairement, le désir de l'AEC de mener une lutte préventive contre la conscription semble redondant compte tenu de la promesse du gouvernement de ne pas imposer cette mesure. Toutefois, cette rhétorique prend tout son sens lorsque l'on prend en considération la précédente participation des campus canadiens au mouvement pour la paix et la résistance continue des universitaires canadiens-français à la participation du Canada à une guerre qu'ils jugent impériale et contraire aux intérêts de la nation. Les délégations canadiennes-françaises étant minoritaires au sein de ce congrès, l'adoption de motions par l'AEC vis-à-vis de l'effort de guerre et de la conscription démontre que plusieurs de leurs collègues anglophones n'ont pas entièrement abandonné leurs convictions anti-impérialistes, isolationnistes ou pacifistes et sont réceptifs à une telle argumentation. Les politiques privilégiées par l'AEC débordent ainsi des lignes de divisions linguistiques et résultent d'une réelle collaboration entre ses membres anglophones et francophones. Bien qu'elle se conclue par un échec, cette tentative de rapprochement présage la collaboration accrue entre les deux solitudes étudiantes lors de la période de l'après-guerre<sup>66</sup>.

### **L'AEC, une organisation anti-guerre?**

Le 13 janvier 1940, soit approximativement deux semaines après la conclusion des sommets de l'AEC et de la FNEUC, le journal étudiant de Mount Allison publie un article qui secoue les fondations du monde associatif étudiant et implique les milieux universitaires plus largement. Intitulé "Mt. A. Delegates condemn C.S.A.", cet article constitue une attaque en règle contre l'AEC de la part des délégués et déléguées qui ont représenté cette université au congrès de Sainte-Anne-de-Bellevue :

From the first it was apparent that a body of students were in control whose purpose was to swing the discussions away from the legitimate problems of Canadian university students to a discussion of Canada's war effort and Canada's link to the Empire. The point to be made here is that any consideration of what support might be given to Canada's war policy and her ties with the Empire was given no support. On the contrary any patriotic protest of loyalty was met with laughter, scorn or the silence accorded by adults to childish prattle.

The conference was definitely anti-British, anti-war, and anti-all those principles which form the basis of our ties with the British Empire<sup>67</sup>.

Révoltée par cet apparent dédain pour l'effort de guerre et l'Empire britannique, la délégation de Mount Allison recommande publiquement au conseil étudiant de l'établissement de se retirer de l'AEC, une décision soutenue par le doyen de l'université qui formule sa propre condamnation<sup>68</sup>.

Retranscrites dans différents journaux, étudiants et autres, les accusations émises par la délégation de Mount Allison incitent plusieurs campus à abandonner l'AEC. Le 24 janvier, le conseil étudiant de l'Université de la Colombie-Britannique annonce sa décision de suspendre toutes les activités de l'AEC en attente de précisions quant aux propos tenus à Sainte-Anne-de-Bellevue<sup>69</sup>. Le 25 janvier, les délégués et déléguées de l'Université Acadia déposent un rapport condamnant le « radicalism that was manifested at the conference » et recommandant l'abandon immédiat de l'organisation<sup>70</sup>. En date du premier février, Mount Allison, Dalhousie, l'Université de la Saskatchewan et l'Université du Nouveau-Brunswick ont formellement quitté l'AEC<sup>71</sup>.

Confronté à la rapide dislocation de leur organisation, l'exécutif de l'AEC prend la parole afin de faire le point sur la rencontre de Sainte-Anne-de-Bellevue. Dans une déclaration transmise à la *Montreal Gazette* le 16 janvier, il affirme que la délégation de Mount Allison a fallacieusement présenté les propos émis par une minorité au sein d'un unique comité comme étant représentatifs de l'opinion de la majorité. Selon l'AEC, les accusations « that the conference was anti-war and anti-British is in direct conflict with reports and resolutions adopted by the assembly as a whole »<sup>72</sup>. L'organisation distribue également un pamphlet intitulé *Canadian Students— are they Charlies McCarthys<sup>73</sup> or Independent Thinkers?* Par l'entremise de ce bref texte, elle défend son programme et accuse ses détracteurs d'utiliser ce scandale afin d'attaquer les droits de la population étudiante. Elle identifie la presse étudiante, la presse à grand tirage et les « Campus Caesars »<sup>74</sup>, comme les principaux architectes de cet affront aux droits étudiants<sup>75</sup>. Leurs motivations sont les suivantes :

some prefer tax-free profits to first rate universities;

some want to corral students in “ivory towers”;

some scheme for national unity from the top down, and fear unity from the bottom up;

some fear a canvas of students and youth opinion on such issues as profiteering, civil liberties, conscription, conditions of youth;

some disagree with the late Lord Tweedsmuir<sup>76</sup> that “the day has gone when foreign policy can be the preserve of a group of officials at the foreign office, or a small social class, or a narrow clique of statemen... the foreign policy of a democracy must be the cumulative views of individual citizens...”<sup>77</sup>

En d'autres mots, l'AEC choisit de se présenter comme la championne de la démocratie étudiante et de dépeindre ses opposants sous les traits d'une élite malhonnête et autoritaire, une prémisse parfaitement encapsulée par l'appel aux actes concluant ce pamphlet : « Get the Facts [...] Stand by Democracy [...] Let all the Students Decide »<sup>78</sup>. L'usage d'une telle rhétorique est notable, puisqu'elle sous-entend l'existence d'une communauté étudiante dont les droits et l'autonomie méritent d'être défendus.

Cependant, les limites de cet idéal demeurent apparentes. L'appel à la solidarité

étudiante de l'AEC s'inscrit en parallèle de nouvelles tensions avec la FNEUC. Dans le pamphlet mentionné plus haut, la « Federation controlled C.U.P. [Presse universitaire canadienne] » est identifiée comme l'une des entités derrière la campagne de désinformation entourant le congrès de Sainte-Anne-de-Bellevue<sup>79</sup>. Pour comprendre cette soudaine apparition de la Fédération sur la liste des ennemis de l'AEC, il suffit de jeter un bref coup d'œil au discours que l'exécutif de la FNEUC adopte en réaction au scandale. Plutôt que de sauter à la défense de l'AEC, la FNEUC préfère s'en distancier. Le nouveau président de l'organisation, Sydney Hermant<sup>80</sup>, est particulièrement critique vis-à-vis du questionnaire sur la conscription que l'AEC souhaite faire circuler sur les campus canadiens. Selon un bulletin de renseignement produit par la FNEUC, il refuse de soutenir officiellement le questionnaire et offre à l'AEC la réponse suivante lorsqu'elle cherche à obtenir son soutien : « Concerning the questionnaire being circulated by the Canadian Youth Congress, the C.S.A. [AEC] and others, the N.F.C.U.S. [FNEUC] has made no formal statement on this specific subject. It is my [Sydney Hermant] personal opinion that such a questionnaire is both unnecessary and unwise, and I have good reason to think that the Federation would confirm this view »<sup>81</sup>. Cette confiance quant au rejet du questionnaire par la majorité des membres de la FNEUC est ici justifiée par l'adoption de plusieurs mesures favorables à la guerre et au gouvernement lors du congrès de 1939. L'absence d'une condamnation officielle du questionnaire est, quant à elle, expliquée par un refus de transformer les membres de l'AEC en martyrs et d'alimenter ce que le président qualifie de « persecution complex ». Il est toutefois précisé que :

should the circumstances demand, we will make a definite statement to the Canadian Press and others, and as the only official National Students Organization in Canada representing more than 35,000 Canadian university students, we appreciate the fact that universities and all they stand for are one of the things we are fighting for and that we stand solidly behind the government in the prosecution of the war; therefore, we regard this questionnaire as both unnecessary and unwise<sup>82</sup>.

Cette dernière proclamation s'inscrit à contre-courant du projet de fusion entre l'AEC et la FNEUC. Le président de la FNEUC critique non seulement l'AEC de manière non équivoque en affirmant que leur position sur cette question va à l'encontre de la volonté de la majorité des étudiants et étudiantes, mais présente son organisation comme étant la seule entité étudiante légitime sur la scène nationale. De toute évidence, le scandale ainsi que l'apparente divergence des deux organisations sur la question de l'effort de guerre encouragent la FNEUC à prendre ses distances vis-à-vis de l'AEC.

### **Deux associations dans la tourmente**

Les tentatives de l'AEC visant à sauver sa réputation échouent et le nombre de campus défectionnaires augmente de semaine en semaine. Parmi ces départs, le plus

dramatique est sans nul doute celui de l'Université McGill. Le processus de dissociation s'amorce le 6 février 1940 lorsque la branche locale de l'AEC convoque une rencontre afin de discuter du congrès de Sainte-Anne-de-Bellevue et de présenter leur version des faits. Au moment même où le président de séance prend la parole afin de débiter la rencontre, plusieurs étudiants hostiles à l'AEC commencent à le huer. Incapables de rétablir l'ordre, les membres de l'AEC abandonnent la rencontre. L'homme à la tête de l'opposition, un dénommé Richard Murray, profite alors de l'occasion afin de réclamer, auprès des étudiantes et étudiants toujours présents, la dissolution du groupe et la saisie de leurs fonds. Cette tentative est interrompue par la police et le gardien du bâtiment, ce dernier jugeant que le rassemblement ne constitue plus une rencontre officielle de l'AEC. Néanmoins, la foule se déplace simplement un peu plus loin afin de tenir une rencontre improvisée. Richard Murray est élu comme nouveau président de séance et chargé de saisir les documents et les finances de la branche locale de l'AEC afin de les transférer au conseil étudiant de l'Université McGill. Le conseil reçoit la permission de dépenser les fonds saisis comme bon lui semble. L'organisation est dissoute et l'on recommande à ses membres de rejoindre les différents groupes de discussion qui existent alors sur le campus. Finalement, la foule adopte une motion visant à organiser une seconde rencontre « for the purpose of disassociating ourselves from the Canadian Student Assembly, and to vote on such motions as may be necessary to remove the Canadian Student Assembly from McGill insofar as it is within the constitutional power of the Students Society »<sup>83</sup>.

Cette démonstration de force des opposants de l'AEC polarise les étudiants de l'Université McGill et stimule la publication d'une multitude d'articles dans le journal étudiant de l'établissement, le *McGill Daily*<sup>84</sup>. Aux yeux des partisans de l'AEC, les événements du 6 février constituent une attaque en règle contre les droits des étudiants, une minorité cherchant à priver leur organisation de sa liberté d'expression par l'usage de la violence et de l'intimidation. Défendant la distribution du questionnaire sur la conscription, le groupe affirme que : « There is nothing "anti-British" or "un-Canadian" in the questionnaire. It is merely the means by which students can voice their opinion. The attempts to suppress the questionnaire are attempts to subject McGill to dictatorial rule by a small clique »<sup>85</sup>. En parallèle, les adversaires de l'AEC affirment que l'organisation est illégitime et que ses positions sur la guerre ne représentent pas l'opinion de la majorité des étudiants et étudiantes de McGill. Pointant du doigt les motions récemment adoptées par l'AEC quant à la participation du Canada à la Deuxième Guerre mondiale ainsi que son opposition à l'octroi de crédits académiques aux étudiants inscrits au CEOC, ils l'accusent de s'opposer à l'effort de guerre :

The C.S.A. has been ready to criticize measures taken by the government to prosecute the war but not to do anything constructive. This attitude if not one of opposition to Canada's part in the war is certainly void of any suggestion of assisting it, and yet this same body is ready to propose that their fellow students' work in the COTC be hampered. And this stand would largely appear to bear out the criticism of the conference by the delegates from Mount Allison<sup>86</sup>.

Le 20 février, ces deux interprétations des faits sont soumises au vote populaire. Près de 1 000 étudiants, soit approximativement un tiers de la population étudiante totale de McGill, se réunissent afin de débattre du sort de l'AEC<sup>87</sup>. Richard Murray, l'homme à la tête du groupe qui a saisi les fonds de l'AEC et convoqué cette rencontre, est le premier à prendre la parole. Il demande que la branche mcgilloise de l'AEC change de nom afin de refléter son statut de simple club. Les membres de l'AEC présents défendent leur organisation, mais font face à une foule hostile. Bien que le président de l'association étudiante parvienne à maintenir un certain calme lors des interventions favorables à l'AEC, celles-ci sont régulièrement huées par l'auditoire ainsi que par quelques individus qui se sont introduits dans le système de ventilation afin de lancer des injures sans qu'il soit possible de les déloger de la salle. Finalement, les critiques de l'AEC ont gain de cause : l'organisation est répudiée et une motion est adoptée afin d'interdire la circulation du questionnaire sur la conscription<sup>88</sup>. Le rejet de l'AEC par les étudiants et étudiantes de McGill, à la suite de son controversé congrès de Noël 1939, est symptomatique du revirement de position des campus canadiens-anglais à la suite de l'entrée en guerre du Canada. Précédemment réceptifs au mouvement pour la paix et opposés à la participation du Canada à un nouveau conflit, ils jugent désormais comme leur devoir de servir l'effort de guerre<sup>89</sup>.

Dans ce nouveau contexte patriotique, la rhétorique privilégiée par l'AEC est jugée problématique par un nombre croissant de ses membres. Percevant son intention de questionner les étudiants sur la conscription ainsi que sa remise en question du bien-fondé du conflit comme une preuve de son rejet de la lutte armée, plusieurs campus canadiens-anglais abandonnent et condamnent l'organisation. Bien que les informations relatives aux derniers moments de l'AEC soient rares, un rapport interne de la GRC<sup>90</sup>, daté du mois de mai 1940, sous-entend que l'organisation a déjà atteint un point de non-retour : « the Canadian Students Assembly has been seriously sabotaged by the McGill University Students. I also found that they were in disrepute in Toronto and the general information was that the C.S.A. was going to pieces all over the country »<sup>91</sup>. Ce constat, combiné à l'absence de l'AEC de la scène universitaire à la rentrée d'automne 1940<sup>92</sup>, laisse croire que l'organisation s'est dissoute lors de la saison estivale.

La condamnation de l'AEC et de son questionnaire sur la conscription n'est pas sans conséquence pour la FNEUC. Dans un premier temps, elle provoque la colère des étudiants et étudiantes qui craignent l'imposition du service militaire obligatoire et souhaitent la tenue d'un débat public sur cette question. Dans les campus canadiens-français, où l'opposition à la conscription est catégorique, la réponse des étudiants et étudiantes est particulièrement négative. Au début du mois de février, les associations étudiantes de l'Université Laval et de l'Université de Montréal annoncent, par l'entremise d'un communiqué conjoint, leur décision de rejeter la FNEUC, tout en précisant que leur opposition au questionnaire est la principale cause de leur abandon de l'organisation. Plus spécifiquement, elles accusent la FNEUC d'avoir « affiché l'attitude la plus anti-démocratique qui soit » en s'opposant « à la tenue de ce plébiscite estudiantin, ce qui relève sans conteste un esprit d'autocratie [...] et même un esprit anti-canadien, jusqu'à un certain point »<sup>93</sup>.

La sécession de ces deux universités francophones porte un dur coup à la FNEUC,

qui se retrouve soudainement privée de la majorité de ses membres canadiens-français. Tel que le mentionne E. A. Macdonald, secrétaire-trésorier de la FNEUC, dans une lettre transmise le 14 février 1940 à Gérard Vaillancourt, président de l'Association générale des étudiants de l'Université Laval (AGEL) : « This body [la FNEUC] can hardly be national in scope unless we have the French-speaking students represented in it »<sup>94</sup>. Cherchant à corriger la situation, Macdonald adopte, dans cette même lettre, un ton conciliant vis-à-vis de l'AGEL afin d'ouvrir la porte à un potentiel retour de l'Université Laval dans ses rangs. Il affirme à plusieurs reprises que la FNEUC n'est pas favorable à la conscription et invite l'AGEL à lui transmettre ses doléances afin d'en arriver à une nouvelle entente<sup>95</sup>. Toutefois, cette tentative de rapprochement est un échec et l'Université Laval, tout comme l'Université de Montréal, ne rejoint la FNEUC qu'une fois la guerre terminée. Les étudiants et étudiantes des deux universités demeurent solidement dans le camp de l'AEC et continuent à soutenir la lutte de celle-ci contre toute conscription potentielle.

Si les étudiants canadiens-français sont particulièrement vocaux dans leur condamnation de la FNEUC, il doit être noté que d'autres segments de la communauté étudiante partagent leur frustration. En dépit du ralliement patriotique suscité par l'entrée en guerre du Canada, plusieurs étudiants canadiens-anglais demeurent opposés à l'imposition de la conscription et jugent négativement les efforts déployés par la FNEUC et les adversaires de l'AEC afin de taire cet enjeu. À titre d'exemple, le journal étudiant de l'Université du Manitoba qualifie d'anti-démocratique la posture de la Fédération et célèbre la participation de leur campus aux efforts de l'AEC :

The democratic polling of student opinions through questionnaires and straw votes is supported, not opposed, by this university. Today the CSA is tabulating opinions on the serious question of conscription and will undoubtedly realize a representative coverage. It is, after all, the controversial issues which interest students most upon which united action is necessary. Manitoba "U" recognizes the value of being able to co-operate with other universities in this way through a national organization<sup>96</sup>.

Publiés le 1<sup>er</sup> mars 1940, les résultats du questionnaire sur la conscription sont non-équivoques : 773 étudiants contre, 277 étudiants en faveur<sup>97</sup>. Ainsi, il est possible de constater que les étudiants canadiens-anglais ne sont pas unanimes dans leur opposition à l'AEC et son questionnaire.

Dans un second temps, la décision de la FNEUC de se distancer de l'AEC suscite la frustration de ceux et celles qui souhaitent voir les deux entités fusionner. Comme mentionné plus haut, la conception de la FEC résulte de l'opposition d'un nombre croissant d'étudiants et d'étudiantes aux coûts inhérents à la coexistence de deux organisations aux missions semblables. Face à un nouveau schisme, plusieurs décident d'abandonner les deux groupes. C'est le cas du conseil étudiant de l'Université d'Ottawa, qui annonce au mois de mai 1940 sa sécession de la FNEUC et de l'AEC. La résolution qui officialise cette rupture démontre le haut degré de frustration provoqué par la rivalité entre les deux organisations :

Whereas neither the Canadian Student Assembly or the National Federation of Canadian University Students has, in our opinion, the organizational set-up needed to serve the best interests of Canadian students;

Whereas neither the CSA or the NFCUS has tangibly helped the students of the University of Ottawa;

Whereas we believe that the interests of Canadian university students will be best served by one national university organization;

Whereas we have vigorously appealed in vain to the national executive of both the CSA and the NFCUS to unite in view of forming one new national student organization;

Be it resolved that the Students' Council of the University of Ottawa for the year 1939–40 hereby ceases all affiliations with both the Canadian Students Assembly and the National Federation of Canadian University Students<sup>98</sup>.

Bien que les pertes subies par la FNEUC ne soient pas aussi sévères que celles de l'AEC, ces sécessions consécutives compromettent grandement la capacité de l'organisation à maintenir ses activités. Dans une lettre du 30 mai 1940, E. A. Macdonald explique que la récente sécession de l'Université McMaster, combinée aux départs d'autres établissements, est hautement problématique pour la FNEUC, puisque la majorité du poids de l'organisation repose désormais sur les épaules du conseil étudiant de l'Université de Toronto. Lui-même membre de ce conseil, Macdonald est alors incertain de la pertinence de soutenir « the whole burden of a Canadian organization, to which we contribute so much and from which we get so little return »<sup>99</sup>.

Ces peurs quant à la viabilité de la FNEUC sont fondées, puisqu'elle est, à l'image de l'AEC, absente du paysage étudiant lors de la rentrée automnale de 1940. Si l'on en croit deux rapports composés par la FNEUC en 1944, lorsque la fédération ressuscite, l'organisation a volontairement choisi de mettre ses activités sur pause en réponse à l'intensification de l'effort de guerre<sup>100</sup>. Ses ressources financières sont alors utilisées afin d'acheter des bons de guerre et le secrétariat est maintenu afin d'assurer la continuité et transmettre des bulletins annuels aux membres<sup>101</sup>.

Il est intéressant de constater que ces rapports ne mentionnent aucunement le conflit opposant la FNEUC et l'AEC ou le départ de plusieurs universités membres. Bien qu'il soit difficile d'identifier avec précision les causes d'une telle omission, il est possible que le manque de familiarité des étudiantes et étudiants concernés vis-à-vis de l'histoire de l'organisation soit en cause. En raison du roulement rapide des effectifs étudiants, le maintien d'une mémoire institutionnelle au sein d'une organisation comme la FNEUC requiert une transmission constante d'informations entre ses anciens et nouveaux membres. Dans la prochaine partie de notre analyse, nous démontrerons que les efforts déployés par la FNEUC afin d'assurer sa continuité échouent et que le groupe qui réactive la fédération en 1944 n'a pratiquement aucun lien avec ceux et celles qui supervisent son effondrement en 1940.

## **La résurrection de la FNEUC**

La résurrection de la FNEUC commence au mois de février 1944 lors d'une conférence sur le thème de « l'université et le monde de l'après-guerre » à laquelle participent les établissements universitaires de l'Ouest. Les représentantes et représentants présents soulèvent l'intérêt de créer une organisation étudiante nationale et mettent en place un plan d'action visant la création d'une nouvelle entité : la Dominion Conference of University Students. Initialement composé des universités de l'Ouest, cet hypothétique regroupement transmet une invitation aux autres campus canadiens dans l'optique d'organiser, au cours de l'année 1945, une première conférence<sup>102</sup>. Néanmoins, la correspondance entre les partisans de ce projet et les différents corps étudiants du pays informe les premiers de l'existence de la FNEUC. Certains des partis contactés affirment également qu'ils préfèrent la réorganisation de la FNEUC à la création d'une nouvelle entité. Par conséquent, la Dominion Conference of University Students est abandonnée et une nouvelle conférence nationale de la FNEUC est organisée pour le mois de décembre 1944<sup>103</sup>.

C'est au cours de la préparation de cette rencontre que les partis impliqués sont sujets à une seconde révélation : la FNEUC est techniquement toujours vivante. Malgré quatre années d'inactivité, certains membres, tels que A. E. M. Parks (secrétaire) et Sydney Hermant (président), demeurent en poste<sup>104</sup>. Une lettre composée le 20 décembre 1944 par madame Parks démontre qu'elle n'a été informée de l'existence de la conférence qu'une fois celle-ci organisée. Cette même lettre mentionne que monsieur Hermant accepte d'assister à la conférence, mais refuse de participer à titre de président de la FNEUC « as he feels that the NFCUS should not be involved in any resolution coming from an unofficial conference of this type »<sup>105</sup>. Le rapport produit à la suite de la conférence confirme cette ambivalence de la part de Hermant, puisqu'il recommande aux participants et participantes d'attendre la fin du conflit avant de réactiver la FNEUC, de déclarer cette rencontre « non officielle » et de s'abstenir d'élire de nouveaux officiers<sup>106</sup>. Il affirme également que, dans l'éventualité où ses recommandations seraient ignorées par la conférence, il accepterait de transférer les documents administratifs de l'organisation à un nouveau secrétaire, mais maintiendrait néanmoins son statut de président ainsi que les bons de guerres achetés en 1940 jusqu'à la fin du conflit<sup>107</sup>. Ses recommandations sont partiellement acceptées par les délégués et déléguées. Ils font de la rencontre de décembre 1944 une conférence officielle de la FNEUC, contrairement à la volonté de Hermant, tout en reconnaissant son statut de président et en lui accordant certains pouvoirs. Jusqu'à la fin du conflit, la direction de l'organisation est assurée par un comité de guerre travaillant de concert avec le président élu en 1939<sup>108</sup>. Une fois la guerre terminée, la FNEUC résume ses activités et regagne son statut de principale organisation étudiante-universitaire au Canada. En 1947, l'ensemble des associations étudiantes des universités du pays la rejoindront, une première dans l'histoire de l'organisation<sup>109</sup>, même si cette lune de miel aura la vie courte : à partir du tournant des années 1950, les enjeux nationaux et celui du bilinguisme susciteront une valse d'adhésions et de sorties de la Fédération, particulièrement du côté des étudiants francophones<sup>110</sup>.

Cette résurgence de la FNEUC à la suite de la Deuxième Guerre mondiale démontre que la conclusion du conflit crée un terrain propice au rapprochement entre les différents segments ethno-linguistiques et idéologiques qui composent alors la communauté étudiante. Dans un premier temps, le retour de la paix met un terme définitif aux débats sur la conscription et l'effort de guerre canadien qui ont conduit à la chute simultanée de l'AEC et de la FNEUC en 1940. En l'absence de ces enjeux polarisants, la réémergence d'une fédération étudiante pancanadienne est non seulement possible, mais souhaitée par les étudiants. Dans un deuxième temps, la disparition temporaire de la FNEUC lors du conflit ouvre la porte à un renouvellement de ses dirigeants et institutions. Bien que certains vétérans de l'organisation, tels qu'Herman et Parks, demeurent actifs sur la scène étudiante, les évènements de 1944 et 1945 démontrent que la FNEUC est désormais entre les mains d'une nouvelle génération de chefs de file étudiants. En d'autres mots, la Deuxième Guerre mondiale constitue un point de rupture et de renouveau pour le mouvement étudiant canadien.

### **Conclusion**

L'effondrement de la FNEUC et de l'AEC en 1940 peut être attribué à une multitude de facteurs : l'incompatibilité de ces organisations, l'existence de profondes divisions idéologiques et ethno-linguistiques au sein du mouvement étudiant canadien ainsi que l'incapacité des étudiants d'harmoniser leurs diverses réponses à l'entrée en guerre du Canada. Possédant une structure centralisatrice et adoptant une philosophie conformiste, la FNEUC est menacée d'affaiblissement par la formation de l'AEC, une organisation décentralisée et militante. C'est par crainte d'être supplantée par sa rivale et non pas par idéalisme que la FNEUC accepte de négocier la création de la FEC. Néanmoins, les importantes dissensions qui existent entre les deux groupes demeurent présentes et elles remontent à la surface lorsqu'il s'agit de prendre position sur la question de l'effort de guerre canadien.

Dès le début des hostilités, la FNEUC choisit de soutenir l'effort de guerre et met ses ressources au service du gouvernement, une décision guère surprenante compte tenu du précédent refus de l'organisation de s'impliquer au sein du mouvement pour la paix, de ses excellentes relations avec les autorités et du ralliement patriotique qui submerge alors la majorité des campus canadiens. Alignée à gauche et préalablement opposée à toute forme de militarisme, l'AEC ne partage pas cet enthousiasme. Lors de son congrès de 1939, plusieurs délégués et déléguées remettent en question la nature du conflit, soutiennent l'indépendance géopolitique du Canada vis-à-vis de l'Empire britannique et condamnent préventivement la conscription. Cette posture reflète l'influence de la délégation canadienne-française ainsi que le refus de plusieurs représentants et représentantes canadiens-anglais d'abandonner entièrement leurs convictions anti-impérialistes, isolationnistes ou pacifistes.

L'incapacité de l'AEC et de la FNEUC de concilier leurs visions de la guerre provoque un nouveau schisme au sein de la classe étudiante. L'AEC est accusée d'être anti-britannique et anti-guerre par celles et ceux qui appuient pleinement la participation du Canada à la Deuxième Guerre mondiale. Le soutien inébranlable de

la FNEUC envers l'effort de guerre canadien et son refus de prendre position sur la question de la conscription suscitent la colère des étudiantes et étudiants canadiens-français et de certains campus anglophones. Cette division enterre tout espoir d'union entre les deux organisations et les force à mettre un terme à leurs activités lors de l'été 1940.

Quoique l'effondrement de l'AEC et de la FNEUC démontre la faiblesse du mouvement étudiant pancanadien au début de la Deuxième Guerre mondiale, il contribue de manière indirecte à l'unification de ce même mouvement à la suite du conflit. L'absence de ces organisations de la scène étudiante signifie que les campus canadiens sont libres de repartir de zéro. Si ce départ à neuf se traduit par la résurrection de la FNEUC, les individus impliqués n'ont aucun lien avec la précédente version de l'organisation. Cette nouvelle génération bénéficie également de l'absence d'une réelle compétition ou opposition, l'AEC demeurant morte et enterrée. Ainsi, ils réussissent en l'espace de seulement deux ans à réunir l'ensemble des universités du pays sous leur bannière.

La revitalisation de la FNEUC à la fin de la Deuxième Guerre mondiale annonce le début d'une nouvelle ère pour les organisations étudiantes canadiennes. Animées par l'esprit fédératif et internationaliste de l'après-guerre, elles établissent une présence accrue sur la scène étudiante mondiale. Si ces efforts sont partiellement minés par les débats idéologiques inhérents à la Guerre froide ainsi que par diverses interventions étatiques, leur persistance illustre la force croissante du mouvement étudiant canadien. Occupant un rôle clé lors de cette période, la FNEUC se distingue de sa précédente mouture par l'affirmation d'une nouvelle autonomie. Précédemment caractérisée par son conformisme, l'organisation privilégie désormais l'expression de convictions et d'idéaux propres à la classe étudiante<sup>11</sup>; une nouvelle confiance et indépendance qui reflètent le développement progressif d'une réelle identité étudiante dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle.

## Notes

- 1 Paul Axelrod, « Spying on the Young in Depression and War: Students, Youth Groups and the RCMP, 1935–1942 », *Labour/Le Travail* 35 (1995): 48–53, <https://www.jstor.org/stable/25143911>.
- 2 FNEUC, *Assessment of the History of CUS/NFCUS (1926–1965)*, Dossier « Assessment of the History of CUS/NFCUS (1926–1965) », Boîte 99b, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster.
- 3 FNEUC, *Answers to Questionnaire on History of N.F.C.U.S.*, Dossier « NFCUS Structure, History and Programmes, 1926–1965 », Boîte 99b, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster.
- 4 Daniel Thomas Byers, « Mobilizing Canada: The National Resources Mobilization Act, the Department of National Defense, and Compulsory Military Service in Canada » (Thèse de doctorat, Université McGill, 2000), 28–34.
- 5 Le professeur Axelrod a initialement collecté et étudié ces documents dans le cadre de ses recherches sur la surveillance policière des groupes étudiants canadiens. Je le remercie de m'avoir transmis des copies de ces rapports afin de mener à bien la présente

- analyse. Il doit être noté que les articles de la presse à grand tirage, les publications et la correspondance cités par le présent article, en lien avec l'AEC, réfèrent aux copies transmises par le professeur Axelrod. Pour consulter les documents originaux, il est nécessaire de dépouiller les Canadian Security Intelligence Service (CSIS) Files conservés par le gouvernement canadien.
- 6 Nous utilisons les journaux étudiants suivants : *The Argosy Weekly* (Université de Mount Allison), *The Gateway* (Université de l'Alberta), *The Manitoban* (Université du Manitoba), *McGill Daily* (McGill), *Le Quartier Latin* (Université de Montréal) et *The Varsity* (Université de Toronto).
  - 7 Pour la période antérieure à la Deuxième Guerre mondiale, voir : Claude Bélanger, « Analyse de quelques thèmes dans le Quartier Latin (1919–1945) » (Mémoire de maîtrise, Université d'Ottawa, 1970); Paul Axelrod, « Student Movement of the 1930s, » dans *Youth, University and Canadian Society: Essays in the Social History of Higher Education*. dir. Paul Axelrod et John Reid (McGill-Queen's University Press, 1989), 216–246. Pour la période d'après-guerre, voir : Nicole Neatby, « Student Leaders at the University of Montreal from 1950 to 1958: Beyond the "Carabin Persona" », *Journal of Canadian Studies* 29, no. 3 (1994) : 26–44; Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille* (Boréal, 2003).
  - 8 Daniel Poitras, « Recherches fébriles, espoirs et craintes abyssales. Camille Laurin et la première révolution tranquille du milieu étudiant au Québec (1945–1951) », *Bulletin d'histoire politique* 32, n° 1 (2024) : 33–61.
  - 9 Voir Donald Layton Kirkey, « "Building the City of God" : The Founding of the Student Christian Movement of Canada » (Mémoire de maîtrise, McMaster University, 1983); Denis Chouinard, « Des contestataires pragmatiques : les Jeunes-Canada, 1932–1938 », *Revue d'histoire de l'Amérique française* 40, n° 1 (1986) : 5–28; Pierre Savard, « Pax Romana, 1935–1962. Une fenêtre étudiante sur le monde », *Les Cahiers des dix* 47 (1992) : 279–323; Nicole Neatby, *Carabins ou activistes? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme* (McGill-Queen's University Press, 1997); Karine Hébert, *Impatient d'être soi-même. Les étudiants montréalais, 1895–1960* (Presses de l'Université Laval, 2008).
  - 10 Axelrod, « The Student Movement of the 1930s », 216–234; Hébert, 129–181.
  - 11 Axelrod, « The Student Movement of the 1930s » 232–233.
  - 12 Hébert, *Impatient d'être soi-même*, 181.
  - 13 Steve Hewitt, *Spying 101: The RCMP's Secret Activities at Canadian Universities, 1917–1997* (University of Toronto Press, 2002), 41–42 et 52.
  - 14 Paul Axelrod, *Making a Middle Class: Student Life in English Canada during the Thirties* (McGill-Queen's University Press, 1990), 226–227; Hébert *Impatient d'être soi-même*, 158–164; Catherine Gidney, *A Long Eclipse: The Liberal Protestant Establishment and the Canadian University 1920–1970* (McGill-Queen's University Press, 2004), 59; A. B. McKillop, *Matters of Mind: The University in Ontario, 1791–1951* (University of Toronto Press, 1994), 446–454.
  - 15 Axelrod, « The Student Movement of the 1930s », 226.
  - 16 Créés au début du 20<sup>e</sup> siècle, les CEOC offrent aux étudiants universitaires la possibilité de suivre un programme d'entraînement pour officier en parallèle de leurs études. Pour plus d'informations quant à leurs origines et fonctionnement, voir : Daniel Thomas Byers, « The Canadian Officers' Training Corps: Support for military training in the universities of Canada, 1908–1935 » (Thèse de doctorat, Wilfrid Laurier University, 1993); Robert Spencer, « Military Training in an Academic Environment. The University of Toronto Canadian Officers Training Corps, 1914–1968 », *Canadian Military History* 18, no. 4 (2009) : 32–50; Desmond Morton, « McGill's Contingent of the Canadian Officers' Training Corps (COTC), 1912–1968 » *Canadian Military Journal* 10, no. 3 (2010) : 37–47.

- 17 Gidney, *A Long Eclipse*, 59.
- 18 Hébert, *Impatient d'être soi-même*, 82.
- 19 Malcom N. Davies, « Laval U. opposes conscription », *McGill Daily*, 7 novembre 1938, 1 et 4; Le Soleil, « Manifestation des étudiants contre les guerres impériales », *Le Soleil*, 7 novembre 1938, 3 et 8.
- 20 Axelrod, *Making a Middle Class*, 147–148.
- 21 McKillop, *Matters of Mind*, 447.
- 22 Hébert, *Impatient d'être soi-même*, 161–164.
- 23 À titre d'exemple, les étudiants de l'Université de Montréal s'abstiennent de participer à la pétition pancanadienne en faveur du désarmement (1931). Celle-ci est pourtant lancée par des étudiants montréalais (Université McGill) et trouve un écho favorable dans la majorité des campus canadiens. Hébert, 82.
- 24 Bélanger, « Analyse de quelques thèmes dans le Quartier Latin », 70.
- 25 Il doit être noté que l'affirmation quant au « premier devoir de loyauté d'un Canadien » est une citation attribuée au gouverneur général du Canada, Lord Tweedsmuir. Elle est réutilisée à plusieurs reprises dans les journaux étudiants canadiens français afin de défendre leur désir de voir le Canada se distancer de la Grande-Bretagne.
- 26 Le Bloc universitaire, « Assises des étudiants canadiens-français », *Le Quartier Latin*, 21 avril 1939, 8.
- 27 Le Bloc universitaire [présumé], « Résolutions ado[ptées] aux dernières assises », *Le Quartier Latin*, 24 novembre 1939, 6.
- 28 Gidney, *A Long Eclipse*, 59.
- 29 The Varsity, « It Can Happen Here », *The Varsity*, 28 septembre 1939, 2.
- 30 The Gateway, « Il faut en finir », *The Gateway*, 2 octobre 1939, 4.
- 31 The Argosy Weekly, « War in our time », *The Argosy Weekly*, 7 octobre 1939, 4.
- 32 À titre d'exemples, l'Université de l'Alberta et l'Université du Manitoba recensent chacune 400 recrues dans leur unité respective au début de la session d'automne 1939. À la fin du mois d'octobre 1939, le CEOC de McGill accueille 1 323 recrues auxquelles s'ajoutent 68 étudiants inscrits dans un programme d'entraînement réservé aux étudiants de médecine. The Gateway, « O.T.C. Enrolment Tops Other Years », *The Gateway*, 2 octobre 1939, 1; The Manitoban, « COTC: Changes Announced », *The Manitoban*, 27 septembre 1939, 1; John Robert Akin, « McGill C.O.T.C. Musters 1,400 for Training », *McGill News* 21, 2 (hiver 1939): 20.
- 33 Gidney, *A Long Eclipse*, 59.
- 34 Nigel Roy Moses, « Bonds of Empire: The Formation of the National Federation of Canadian University Students, 1922–1929 », *Historical Studies in Education/Revue d'histoire de l'éducation* 31, 1 (2019): 67, <https://doi.org/10.32316/hse-rhe.v31i1.4634>.
- 35 Moses, « Bonds of Empire », 67.
- 36 [Anonyme], « L'Association des étudiants canadiens », *Le Quartier Latin*, 26 janvier 1940, 6.
- 37 [Inconnu], *Statement of National Federation of Canadian University Students Accounts, 1939*, Dossier « NFCUS Executive Meeting – Minutes, Dec. 1939 », Boîte 132a, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster. Les campus suivants sont membres de la FNEUC au mois de mars 1939 : British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Toronto, McGill, Western Ontario, Ottawa, Montreal, Macdonald College, Bishop's, Dalhousie, Mount Allison, Acadia, New Brunswick, Laval et McMaster.
- 38 Moses, « Bonds of Empire », 86.
- 39 Axelrod, *Making a Middle Class*, 129. Pour plus d'informations sur la Presse universitaire canadienne, voir : Kathe Anne Lemon, « Agent of Social Change : A History of Canadian University Press » (Mémoire de maîtrise, Ryerson University, 2005).
- 40 [Anonyme], « L'Association des étudiants canadiens », 6.

- 41 Axelrod, « The Student Movement of the 1930s », 221–222.
- 42 Le Quartier Latin, « L'Association des étudiants canadiens », *Le Quartier Latin*, 26 janvier 1940, 6.
- 43 AEC, *Rapport du 3<sup>e</sup> Congrès National des Étudiants Universitaires Canadiens* (Inconnu : Association des étudiants canadiens, 1939–1940), 32–34. Les campus suivants sont présents au congrès de 1939, le nombre de députés est précisé entre parenthèses : Acadia University (4), Brandon College (2), Dalhousie (4), Laval (11), Macdonald (1), McGill (28), McMaster (6), Mount Allison (2), Ontario Agriculture College (12), St. F. X. University (3), Sir George William College (6), University of British Columbia (5), University of Manitoba (10), Montréal (8), New Brunswick (4), Ottawa (2), University of Toronto (31), Saskatchewan (8), Western Ontario (2), Victoria College (1).
- 44 Axelrod, « Spying on the Young in Depression and War », 47.
- 45 Axelrod, « The Student Movement of the 1930s », 218.
- 46 Lettre du secrétaire-trésorier de la FNEUC [E. A. Macdonald] à Russell Marsters, 13 novembre 1939, Dossier « University of Toronto 1939–1940 », Boîte 113b, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster.
- 47 Lettre d'Edgar T. Tweedie à E. A. Macdonald, 17 novembre 1939, Dossier « NFCUS Correspondence with Delegates re: Conference December 1939 », Boîte 102, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster.
- 48 *The Argosy Weekly*, « The C.S.A. vs. the N.F.C.U.S. », *The Argosy Weekly*, 25 novembre 1939, 4.
- 49 Lettre à Alex [auteur inconnu], 27 novembre 1939, Dossier « President's correspondence, 1938–40 », Boîte 109b, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster.
- 50 Lettre de Louis-Charles Hurtubise à la FNEUC, 11 décembre 1939, Dossier « NFCUS Correspondence with Delegates re: Conference December 1939 », Boîte 102, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster.
- 51 Lettre de Louis-Charles Hurtubise à la FNEUC.
- 52 Lettre de Louis-Charles Hurtubise à la FNEUC.
- 53 AEC, *Rapport du 3<sup>e</sup> Congrès National des Étudiants Universitaires Canadiens*, 21–22.
- 54 Lettre de Sydney Hermant à Malcolm Davies, 23 janvier 1940, Dossier « McGill University 1931–1940 », Boîte 113b, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster.
- 55 Lettre de E. A. Macdonald à A. A. Magee, 23 septembre 1939, Dossier « President's correspondence 1938–40 », Boîte 109b, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster.
- 56 Lettre de Clyde R. Scott à John H. Macdonald, 7 octobre 1939, Dossier « President's correspondence 1938–40 », Boîte 109b, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster.
- 57 Lettre de John H. Mcdonald, à Clyde R. Scott, 11 octobre 1939, Dossier « President's correspondence 1938–40 », Boîte 109b, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster.
- 58 Lincoln F. Magor, *National Emergency Committee*, Dossier « NFCUS Executive Meeting – Minutes, Dec. 1939 », Boîte 132a, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster.
- 59 AEC, *Rapport du 3<sup>e</sup> Congrès National des Étudiants Universitaires Canadiens*, 13.
- 60 AEC, 14.
- 61 AEC, 14.
- 62 AEC, 13.

- 63 AEC, 23
- 64 AEC, 13–14.
- 65 Comme l'avance Byers : « Throughout the winter of 1939–1940, federal policy was guided by the principle of “limited liability,” or the production of food, raw materials and industrial goods, rather than large armies for overseas service. These policies were championed specifically by Prime Minister Mackenzie King, as a way to minimize the chances of costly drains on manpower, as had occurred during the First World War, and the resulting need to impose conscription » (30).
- 66 Poitras, « Recherches fébriles, espoirs et craintes abyssales », 51–54.
- 67 Angus I. MacLellan et I. Lorne Bell, « Mt. A. Delegates Condemn C.S.A. », *The Argosy Weekly*, 13 janvier 1940, 1.
- 68 MacLellan et Bell, 6.
- 69 « Student Body Curbed In B.C. », *Montreal Star*, 24 janvier 1940, 15.
- 70 « Student at Acadia Would Quit Assembly », *Montreal Star*, 25 janvier, 5.
- 71 « Dalhousie backs C.S.A. withdrawal », *Montreal Gazette*, 2 février 1940, 2. Cet article affirme également que l'Université du Manitoba a abandonné l'AEC. Toutefois, notre recension du journal étudiant de cet établissement, *The Manitoban*, laisse croire à sa participation continue aux activités de l'AEC. À titre d'exemple, les étudiants de l'Université du Manitoba remplissent le questionnaire sur la conscription de l'AEC et publient les résultats le 1<sup>er</sup> mars 1940. « Students Support Free Speech. Overwhelming Opposition to Overseas Conscription », *The Manitoban*, 1<sup>er</sup> mars 1940, 1.
- 72 « C.S.A. says opinion is falsely quoted », *Montreal Gazette*, 17 janvier 1940, 11.
- 73 Charly McCarthy est le nom d'une marionnette utilisée par le ventriloque Edgar Bergen. En utilisant l'expression « Charlies McCarthys » en référence aux étudiants canadiens, ce texte questionne leur capacité à développer et exprimer leur propre opinion.
- 74 Le terme « Campus Caesars » est utilisé afin de critiquer les dirigeants étudiants qui, selon l'AEC, abusent de leur autorité au sein des campus canadiens. Il s'agit probablement d'une référence directe à Jules César, dirigeant politique et militaire romain traditionnellement associé à la chute de la République romaine et à l'avènement de l'Empire romain.
- 75 AEC, *Canadian students are they Charlie McCarthys or independent thinkers?* (Association des étudiants canadiens, 1940), 1.
- 76 John Buchan, 1<sup>er</sup> baron de Tweedsmuir, fut gouverneur général de 1935 à 1940. En le citant, l'AEC cherche à démontrer que leur position est semblable à celle adoptée par une figure britannique respectée.
- 77 AEC, *Canadian students are they Charlie McCarthys or independent thinkers?*, 2.
- 78 AEC, 2.
- 79 AEC, 1.
- 80 Président du conseil administratif étudiant de l'Université de Toronto (*Students' Administrative Council at the University of Toronto*), Sydney Hermant est élu président de la FNEUC à la fin de l'année 1939. « N.F.C.U.S. Enlarges Programme, C.S.A. Discusses University Life At Biennial Holyday Conferences », *The Varsity*, 5 janvier 1940, 1.
- 81 Sydney Hermant, *Bulletin de renseignements, Bulletin #10, 1940*, 1940, Dossier « Information Service Bulletin 1940 », Boîte 125b, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster.
- 82 Sydney Hermant, *Bulletin de renseignements, Bulletin #10, 1940*.
- 83 « McGill Students Smash C.S.A. Rally in Riotous Session », *Montreal Gazette*, 7 février 1940, 11.

- 84 À titre d'exemples, voir les articles suivants : « Riotous meeting passes anti-C.S.A. motion », *McGill Daily*, 7 février 1940, 1 et 4; Jas. McCallum et al., « Student Voice », *McGill Daily*, 7 février 1940, 2 et 4; « Blowing Off Steam », *McGill Daily*, 8 février 1940, 2; « Blitzkrieg! », *McGill Daily*, 20 février 1940, 1.
- 85 AEC (branche de McGill), « Pro-CSA », *McGill Daily*, 20 février 1940, 2.
- 86 « Anti-CSA », *McGill Daily*, 20 février 1940, 2. Cet article est composé par « certain members of this student body whose names will be furnished upon request ».
- 87 L'enrôlement étudiant de McGill pour l'année académique 1939–40 s'élève à 3145. Université McGill, *Calendar 1940–41* (C. R. Corneil Limited, 1940), 111.
- 88 « McGill repudiates student assembly », *Montreal Gazette*, 21 février 1940, 11.
- 89 Gidney, *A Long Eclipse*, 59.
- 90 Il doit être noté que la surveillance des activités de l'AEC par la GRC ne constitue pas un cas isolé. Au cours de son histoire, la Gendarmerie royale du Canada a régulièrement placé les campus canadiens et les organisations étudiantes sous surveillance. Pour plus de détails, consulter les travaux de Steve Hewitt sur le sujet.
- 91 Lettre de A. R. Gagnon au commissionnaire (Gendarmerie royale du Canada), 29 mai 1940, 85-A-88, Canadian Security Intelligence Service (CSIS) Files. Nous avons consulté une copie de cette pièce de correspondance en utilisant les rapports que nous a transmis le professeur Paul Axelrod. Axelrod cite lui-même cette source dans le texte suivant : Axelrod, « Spying on the Young in Depression and War », 52.
- 92 Il doit être noté que l'effondrement de l'AEC à l'échelle nationale ne se traduit pas par la dissolution immédiate de l'ensemble de ses branches. Un article publié dans le *Varsity* du 5 novembre 1940 mentionne que le chapitre de l'Université de Toronto demeure actif quoique ce dernier éprouve d'importantes difficultés à maintenir ses activités. L'absence de toute référence à l'AEC dans les articles publiés par le *Varsity* en 1941 et 1942 laisse croire à la subséquente dissolution de ce groupe. « C.S.A. program restricted by war », *The Varsity*, 5 novembre 1940, 1.
- 93 « L'A.G.E.U.M. et l'A.G.E.L. quittent la F.N.E.U.C. », *Le Quartier Latin*, 9 février 1940, 2.
- 94 Lettre du secrétaire-trésorier de la FNEUC [E. A. Macdonald] à Gérard Vaillancourt, 14 février 1940, Dossier « Laval University 1940 », Boîte 99b, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster.
- 95 Lettre du secrétaire-trésorier de la FNEUC [E. A. Macdonald] à Gérard Vaillancourt.
- 96 « The N.F.C.U.S. Must Go! », *The Manitoban*, 23 février 1940, 3.
- 97 « Students Support Free Speech. Overwhelming Opposition to Overseas Conscription », *The Manitoban*, 1<sup>er</sup> mars 1940, 1.
- 98 A. R. Monty, *Resolution dealing with the National Federation of Canadian University Students and the Canadian Student Assembly*, mai 1940, Dossier « N.F.C.U.S. Fees 1939–40 », Boîte 111b, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster.
- 99 Lettre du secrétaire-trésorier du conseil étudiant de l'Université de Toronto [E. A. Macdonald] à Donald G. Seldon, 30 mai 1940, Dossier « University of Toronto 1939–40 », Boîte 113b, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster. Au moment de la composition de cette lettre, E. A. Macdonald n'occupe plus les fonctions de secrétaire-trésorier de la FNEUC. Cette position est désormais assumée par Paul McGillicuddy (Université de Toronto). Néanmoins, Macdonald demeure le secrétaire-trésorier du conseil étudiant de l'Université de Toronto.
- 100 R. Bell, *Report of Committee on National Federation of Canadian University Students*, 1<sup>er</sup> novembre 1944, Dossier « National Inter-Varsity Conference 1944 », Boîte 132a, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster; FNEUC, *National Federation of Canadian University Students' Conference*

- held at University of Western Ontario. December 27–30, 1944, Dossier « National Inter-Varsity Conference 1944 », Boîte 132a, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster.
- 101 FNEUC, *National Federation of Canadian University Students' Conference held at University of Western Ontario. December 27–30, 1944*, 2.
- 102 « Constitution of Univ. Conferences », *The Gateway*, 25 février 1944, 4.
- 103 FNEUC, *National Federation of Canadian University Students' Conference held at University of Western Ontario. December 27–30, 1944*, 3.
- 104 FNEUC, 3.
- 105 Lettre de A.E.M. Parks à G. H. Fletcher, 20 décembre 1944, Dossier « National Inter-Varsity Conference 1944 », Boîte 132a, Fonds RC0067, « National Federation of Canadian University », Archives de l'Université McMaster.
- 106 FNEUC, *National Federation of Canadian University Students' Conference held at University of Western Ontario. December 27–30, 1944*, 3.
- 107 FNEUC, 3.
- 108 FNEUC, 4–6.
- 109 FNEUC, *Bulletin de renseignements, Bulletin N°7*, (1947) April 21, 1947, Dossier « Bulletins 1947–1950 », Boîte 125b, Fonds de la Fédération nationale des étudiants universitaires canadiens, Archives de l'Université McMaster.
- 110 À titre d'exemple, l'Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal quitte la FNEUC en 1952, la réintègre en 1953, l'abandonne en 1954 et rejoint de nouveau ses rangs en 1958 : Nicole Neatby, *Carabins Ou Activistes?*, 181–85 et 210–11.
- 111 Nigel Roy Moses, « Canadian Student Movements on the Cold War Battlefield, 1944–1954 », *Histoire Sociale/Social History* 39, 78 (2006): 363–403.